

## **LIBAN**

### **Machnouk : « Les armes du Hezbollah sont la cause de l'impasse nationale »**

07/07/2011

Ou bien les députés du Hezbollah s'étaient donné le mot pour empêcher le député Nohad Machnouk d'aller jusqu'au bout de son intervention, ou bien ce dernier les a irrités au point qu'ils n'ont pas pu ne pas l'interrompre presque à chaque phrase qu'il prononçait.

Le député de Beyrouth a été extrêmement sévère à l'encontre aussi bien du parti chiite que du Premier ministre Nagib Mikati, resté impassible pendant tout le temps qu'il a passé dans l'hémicycle, contrairement aux députés du Hezbollah qui contenaient mal leur colère.

À peine M. Machnouk a-t-il entamé son intervention par une métaphore dont l'objectif était d'expliquer que les libertés réprimées naguère par le président syrien Hafez el-Assad ont fini par se manifester, la première en 2005 au Liban et la seconde avec le soulèvement populaire en Syrie, que le ministre Ali Hassan Khalil bondissait pour critiquer « des propos inconvenables et une atteinte à un État ami ». Le président de la Chambre a eu du mal à le faire taire, le ministre, qui avait mal compris les propos de l'intervenant, étant parti sur sa lancée dans une diatribe qui n'a eu pour effet que faire sourire M. Machnouk.

Celui-ci a poursuivi en rappelant les efforts « ratés » syro-saoudiens pour rapprocher les points de vue au Liban, estimant que ceux-ci sont devenus « une source d'humiliation que sayyed Hassan Nasrallah emploie suivant son gré (...) sans jamais expliquer pourquoi il a refusé la médiation turco-qatarie, surtout s'il est vrai que celle-ci comportait une concession des Hariri qui renonceraient à poursuivre les assassins de Rafic Hariri et un acquittement du Hezbollah ».

« Mais la réponse est simple, a indiqué M. Machnouk : certains pensent que l'histoire commence avec eux et se termine avec leurs armes. »

Ses critiques contre les armes du Hezbollah sont des plus acerbes. « Celles-ci, a-t-il dit, contrôlent notre vie politique depuis bien avant le 7 Mai et constituent la cause principale de l'impasse nationale au Liban. Elles ont dominé la vie, les intérêts et la dignité des Libanais, sans oublier les institutions au point que nous nous sommes retrouvés devant un état de fait sans précédent : plusieurs institutions publiques sont devenues de simples filiales administratives, politiques et de sécurité soumises à la logique des armes. »

« C'est cette infiltration des armes dans tous les aspects de la vie libanaise qui a amené un gouvernement de ce genre. Tout ceux que nous voyons installés aujourd'hui aux bancs des ministres, à commencer par le chef du gouvernement, ne se seraient pas retrouvés ici sans la volonté du guide spirituel du courant de la primauté des armes », a-t-il déclaré.

C'en était trop pour le député Ali Fayyad qui tente de l'interrompre, mais qui est immédiatement remis à sa place par M. Berry. Celui-ci s'est adressé ensuite à l'orateur pour lui demander de ne pas « troubler l'ambiance dans l'hémicycle », ajoutant qu'il n'a « aucun intérêt à provoquer une tension ».

Mais M. Machnouk ne l'entendait pas ainsi. S'adressant au Premier ministre, il a

indiqué que ce dernier sait parfaitement « qui est à l'origine de la décision en vertu de laquelle il est passé de Bab Tebbaneh au camp d'entraînement militaire de la banlieue ». Rappelant les appels du 14 Mars à M. Mikati à former une équipe centriste et aux ministres du Hezbollah à se tenir à l'écart en attendant la vérité sur la mort de Rafic Hariri, il a souligné que la seule réponse obtenue « consistait en un chapelet d'accusations et de récits de trahison ».

C'est au tour du député Ali Ammar de l'interrompre. Sarcastique, ce dernier a attiré son attention sur le fait que dans une affaire judiciaire dans laquelle il serait impliqué, c'est le juge et non pas l'accusé qui se désiste. « Et d'après tout ce qu'il dit, les accusés, c'est nous », a-t-il noté.

Le propos toujours acéré, M. Machnouk a ensuite descendu en flèche le Hezbollah et le chef du gouvernement au point que M. Berry a volé au secours de ce dernier, demandant au député de limiter ses commentaires à la déclaration ministérielle.

« Si nous faisons la sourde oreille, c'est parce que nous refusons d'écouter ces propos qui appellent à la discorde, mais notre public ne tolère pas ce genre de discours qui émane d'un agent de certains services de renseignements aux prix bien connus. » Les vociférations de M. Nawwaf Moussaoui se sont ensuite perdues dans les cris de M. Berry alors que M. Machnouk s'efforçait de poursuivre son discours qu'il a bien entendu conclu en annonçant qu'il n'accordera pas la confiance au gouvernement.